

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS LIBÉRÉ SOUS CONDITIONS

Au bout de plus de cinq mois de détention, l'assignation à domicile du prisonnier d'opinion Serikzhan Bilash a été levée le 17 août après qu'il a plaidé coupable et accepté de cesser de faire campagne sur les violations des droits humains en Chine. Il devra verser une amende de 300 dollars américains et restera soumis à des restrictions sur ses déplacements pendant trois mois. À la suite de sa libération, il a déclaré qu'il avait accepté les conditions car les autorités l'avaient informé qu'il encourrait sept ans de prison dans le cas contraire. Il a indiqué que son organisation poursuivrait son travail après son retrait.

AUCUNE ACTION COMPLÉMENTAIRE N'EST REQUISE. UN GRAND MERCI À TOUTES LES PERSONNES QUI ONT ENVOYÉ DES APPELS.

Serikzhan Bilash, responsable d'une organisation qui défend les droits humains des membres de la minorité kazakh en Chine, était détenu depuis le 10 mars 2019. D'abord assigné à son domicile, situé à Almaty, il a été transféré dans la capitale du Kazakhstan, Noursoultan, où il a été placé en résidence surveillée et inculpé d'« incitation à la discorde pour des raisons sociales, nationales, claniques, raciales, religieuses ou de classe », un chef d'accusation passible de sept années d'emprisonnement. Cinq mois plus tard, Serikzhan Bilash a été présenté devant un juge et a plaidé coupable. Le 17 août, il a été libéré à la condition de cesser son travail de campagne. Il sera soumis à des restrictions sur ses déplacements pendant trois mois et devra verser une amende de 300 dollars américains.

Les charges retenues contre lui seraient fondées sur des commentaires qu'il a formulés lors d'une réunion avec des membres de la communauté ouïghoure au Kazakhstan, début février 2019, au cours de laquelle il a déclaré : « Aujourd'hui, le djihad ne consiste pas à prendre une arme et à se battre en Syrie. Le djihad, c'est l'information et la propagande. » Lors d'une audience qui s'est tenue le 29 juillet à Noursoultan, il a été décidé de transférer le dossier dans la ville d'Almaty. Serikzhan Bilash a été transféré à son domicile d'Almaty le 15 août et une audience a eu lieu le 16 août à 19 h 30.

Il a fondé l'ONG Atajurt Eriktileri (Atajurt) en 2017 pour aider les familles de Kazakhs détenus dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, en Chine. Il a travaillé en étroite collaboration avec les chercheurs d'Amnesty International pour dénoncer les violations des droits humains au Xinjiang. Il a contribué à un rapport d'Amnesty International (<https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/9113/2018/en/>) publié en septembre 2018. Ce document révélait des informations inquiétantes faisant état d'une surveillance intrusive, de détentions arbitraires et d'endoctrinement forcé visant les Ouïghours, les Kazakhs et d'autres minorités ethniques principalement musulmanes de la région autonome ouïghoure du Xinjiang.

Amnesty International continuera de suivre cette affaire et réagira comme il convient en cas d'évolution de la situation de Serikzhan Bilash.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Serikzhan Bilash (il)

CECI EST LA TROISIÈME ET DERNIÈRE MISE À JOUR DE L'AU 46/16

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/en/documents/eur57/0894/2019/en/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

